

# La journaliste Thora Arnorsdottir, favorite de l'élection présidentielle islandaise du 30 juin prochain

de Corinne Deloy

Analyse  
1 mois avant  
le scrutin

Jusqu'à une période récente, la tradition islandaise voulait qu'aucun concurrent ne se présente contre le président de la République sortant lorsque celui-ci sollicitait un nouveau mandat. L'actuel chef de l'Etat Olafur Ragnar Grimsson, élu une première fois le 29 juin 1996 avec 40,9% des voix, a été reconduit dans ses fonctions en juin 2000 sans qu'aucun scrutin ne soit organisé. En 2004, toutefois, la tradition est rompue (pour la deuxième fois depuis 1988) : bien que le président de la République ait annoncé sa volonté d'effectuer un troisième mandat, deux autres personnes concourent contre lui : l'homme d'affaires et militant pacifiste Asthor Magnusson (qui s'était déjà présenté à l'élection présidentielle de 1996 où il avait obtenu 2,6% des voix), et l'homme d'affaires Baldur Agustsson. Olafur Ragnar Grimsson est toutefois largement réélu avec 86,50% des suffrages. En 2008, l'élection présidentielle n'est pas organisée puisqu'aucun candidat ne se présente contre le président sortant.

Le 4 mars dernier, Olafur Ragnar Grimsson a fait part de sa décision de concourir pour un 5e mandat lors de l'élection présidentielle du 30 juin prochain après avoir reçu une pétition signée par 31 733 personnes en faveur de sa candidature. A l'occasion de son discours pour le Nouvel An en décembre 2011, le chef de l'Etat avait affirmé qu'il souhaitait se consacrer à d'autres tâches sans toutefois déclarer officiellement qu'il renonçait à se présenter. « *La volonté exprimée par certains que je reste à mon poste résulte de l'incertitude croissante quant à la gouvernance du pays et de la place du président de la République dans la Constitution* » a-t-il déclaré. « *Il est important de rester vigilants sur la place de notre nation dans le concert international* » a ajouté Olafur Ragnar Grimsson.

## La fonction présidentielle

La fonction présidentielle est, en Islande, essentiellement honorifique. Le chef de l'Etat, souvent qualifié de « roi sans couronne », est cependant un symbole d'unité nationale et exerce une autorité morale auprès de ses concitoyens. La durée du mandat présidentiel est de 4 ans et le nombre de mandats illimité.

Tout candidat à la fonction présidentielle doit recueillir au moins 1 500 parrainages pour pouvoir se présenter aux suffrages des électeurs. Le scrutin se déroule en un seul tour : le candidat qui recueille le plus grand nombre de suffrages sur son nom est élu président de la République. Habituellement, les électeurs se déterminent davantage sur la personnalité des candidats que sur leur appartenance politique.

Le 2 juin 2004, Olafur Ragnar Grimsson a apposé son veto à une loi sur les médias qui entendait lutter contre les concentrations jugées susceptibles de restreindre la liberté du consommateur aux niveaux économique et politique, votée le 25 mai précédent, par l'Althing, chambre unique du parlement. Ce premier veto présidentiel de l'histoire du pays avait fait l'effet d'un coup de tonnerre sur l'île. Le chef de l'Etat, qui avait rappelé l'importance de la liberté d'expression et la nécessité pour l'Islande d'avoir des médias libres, avait justifié sa décision par le fait que la loi votée par le Parlement était très controversée. Selon l'article 26 de la Constitution, la loi aurait dû être soumise à référendum mais le texte a finalement été abrogé le 22 juillet 2004.

Le 2 janvier 2010, Olafur Ragnar Grimsson a annoncé son refus de signer la loi sur l'accord Icesave votée par le parlement dans la nuit du 30 au 31 décembre

## Election présidentielle en Islande 30 juin 2012

---

2009. Un référendum est organisé le 6 mars 2010 qui voit les Islandais suivre leur chef de l'Etat et rejeter, par 93% des suffrages, l'accord Icesave. Près d'un an plus tard, le 20 février 2011, Olafur Ragnar Grimsson annonce de nouveau l'organisation d'une consultation populaire sur la nouvelle loi sur l'accord Icesave, votée par l'Althing quatre jours plus tôt. Le 9 avril suivant, 58,9% des électeurs rejettent le texte dans les urnes.

### Les candidats en présence

8 personnes sont officiellement candidates à la fonction de président de la République :

- Olafur Ragnar Grimsson, 69 ans, chef de l'Etat depuis 1996, en course pour un 5e mandat ;
- Thora Arnorsdottir, 37 ans, journaliste de la chaîne de télévision publique, a annoncé sa candidature le 4 avril dernier après avoir recueilli les 1 500 signatures nécessaires en un week-end. Première candidate à faire campagne enceinte, elle a pris quelques jours de congé pour accoucher, le 18 mai dernier, d'une petite fille ;
- Asthor Magnusson, homme d'affaires et militant pacifiste au sein de l'organisation internationale Fridur 2000 (Paix 2000). Candidat malheureux à l'élection présidentielle du 26 juin 2004 (1,9% des suffrages), il veut faire de sa présidence un symbole de paix ;
- Herdis Thorgeirsdottir, 58 ans, notaire et professeur de droit à l'université de Bifröst à Northurárdalur. Elle est présidente des Femmes juristes européennes et représentante de l'Islande à la Commission de Venise (Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe) ;
- Ari Trausti Gudmundsson, 63 ans, écrivain, géophysicien, ancien communiste se déclarant indépendant ;
- Jon Larusson, originaire de Selfoss (Sud), inspecteur de police en charge de la fraude fiscale depuis 2008, il se déclare apolitique et est opposé à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne ;
- Hannes Bjarnason, agriculteur de Skagafjöldur résidant en Norvège depuis 14 ans, souhaite mettre la morale au cœur du débat et assure qu'il saura sauvegarder les intérêts de la nation ;
- Adrea Olafsdottir, présidente de l'association Hagsmunasamtök heimilanna (la Coalition des proprié-

taires) plaide en faveur d'une rémunération au salaire minimum (193 couronnes, soit 1 163 €) du président de la République et des députés.

### Un duel Olafur Ragnar Grimsson/Thora Arnorsdottir

Le chef de l'Etat sortant Olafur Ragnar Grimsson justifie sa nouvelle candidature par son désir de travailler dans l'intérêt du peuple dans une période particulièrement trouble. Il a indiqué au quotidien *Morgunblathith* qu'en cas de réélection, il pourrait quitter son poste avant le terme de son mandat. Si Olafur Ragnar Grimsson était réélu le 30 juin prochain, il deviendrait le président de la République à avoir effectué le plus long mandat à la tête du pays.

L'actuel locataire de Bessastathir, nom de la résidence présidentielle en Islande, rassemble encore sur son nom environ un tiers des électeurs dans les enquêtes d'opinion, un pourcentage élevé après 16 années de pouvoir. La majorité des Irlandais expriment néanmoins leur désir de voir un nouveau visage incarner la fonction présidentielle. C'est pourquoi Thora Arnorsdottir est, à un mois du scrutin, la favorite des sondages. Olafur Ragnar Grimsson l'a bien compris qui concentre sur la journaliste toutes ses attaques. Ainsi, il n'a pas hésité à qualifier son adversaire de « *dangereuse pour le pays* » et à affirmer qu'elle « *ne fera que suivre la volonté du gouvernement, notamment en matière de politique étrangère* », alors que l'Islande aura à négocier son adhésion à l'Union européenne (l'actuel gouvernement dirigé par Johanna Sigurdardottir (Parti de l'alliance social-démocrate) y est favorable alors que Olafur Ragnar Grimsson a exprimé ses réserves à ce sujet. Le président sortant accuse les médias islandais de réserver à Thora Arnorsdottir un traitement de faveur.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'Institut des sciences sociales de l'université d'Islande et publiée le 21 mai dernier, la journaliste arriverait en tête de l'élection présidentielle du 30 juin prochain avec 46,2% des suffrages devant le chef de l'Etat sortant qui obtiendrait 37,8% des voix. L'écart a tendance à se resserrer entre les deux, Olafur Ragnar Grimsson

a légèrement remonté et Thora Arnorsdottir a perdu quelques points. Il ne faut cependant pas oublier que cette dernière a dû mettre sa campagne électorale entre parenthèses ces derniers jours pour donner naissance à sa fille. Le président sortant a profité de ce retrait pour occuper la totalité du terrain.

Si Thora Arnorsdottir remporte l'élection présidentielle du 30 juin prochain, elle ne deviendra pas la première femme chef de l'Etat dans le pays (Vigdís Finnbogadóttir a déjà exercé la fonction entre 1980 et 1996) mais l'Islande se retrouverait dans une situation abso-

lument inédite : les quatre premiers postes dans la hiérarchie politique du pays seraient alors détenus par des femmes : la présidence de la République, la fonction de Premier ministre (Johanna Sigurdardóttir), la présidence du parlement (Asta Ragnheiður Jóhannesdóttir, Parti de l'alliance social-démocrate) et enfin la tête de l'Eglise d'Islande (Sera Agnes Sigurdardóttir deviendra le 1er juillet prochain la première femme évêque du pays).

Le mandat du président arrive à échéance le 31 juillet prochain.

#### Rappel des résultats de l'élection présidentielle du 26 juin 2004 en Islande

Participation : 62,50%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
<b>Olafur Ragnar Grimsson</b>	90 662	85,60
<b>Astthor Magnusson</b>	13 250	12,51
<b>Baldur Agustsson</b>	2 001	1,88

Source : Site du ministère de l'Intérieur islandais ( <http://www.innanrikisraduneyti.is/forsetakosningar/upplýsingar/nr/874> )

## Le président de la République sortant Olafur Ragnar Grimsson en tête dans les enquêtes d'opinion à une semaine du scrutin présidentiel en Islande

Environ 240 000 Islandais sont appelés à élire leur président de la République le 30 juin prochain. Le chef de l'Etat sortant Olafur Ragnar Grimsson est candidat à un 5e mandat. A une semaine du scrutin, il est talonné dans les enquêtes d'opinion par la journaliste Thora Arnorsdóttir.

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

6 personnes sont officiellement candidates à la magistrature suprême :

- Olafur Ragnar Grimsson, 69 ans, président sortant, en poste depuis 1996 ;
- Thora Arnorsdóttir, 37 ans, journaliste de la chaîne de télévision publique RUV ;

- Ari Trausti Guðmundsson, 63 ans, écrivain, géophysicien, ancien communiste se présentant en candidat indépendant ;
- Herdis Thorgeirsdóttir, 58 ans, notaire et professeur de droit à l'université de Bifröst à Northurádalur, présidente des Femmes juristes européennes et

représentante de l'Islande à la Commission de Venise (Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe) ;

- Hannes Bjarnason, agriculteur de Skagafjörður résidant en Norvège depuis 14 ans ;
- Andrea Olafsdóttir, présidente de l'association Hagsmunasamtök heimilanna (la Coalition des propriétaires).

Le Comité de supervision de l'élection présidentielle a invalidé la candidature d'Asthor Magnússon, homme d'affaires et militant pacifiste de l'organisation internationale Fridur 2000 (Paix 2000) et candidat malheureux à l'élection présidentielle du 26 juin 2004 (1,9% des suffrages). L'institution a estimé que la liste de parrainages présentée par le candidat (1 500 minimum) n'était pas conforme à ce qu'exige la loi électorale. Par ailleurs, Jon Larússon, inspecteur de police en charge de la fraude fiscale qui se présentait de façon indépendante, s'est retiré de la course.

#### Les deux favoris du scrutin

Thora Arnórsdóttir et Ólafur Ragnar Grímsson sont tous deux largement en tête dans les enquêtes d'opinion. La première est considérée comme positionnée plutôt à gauche sur l'échiquier politique tandis que le président sortant se situe davantage à droite. Ce dernier est soutenu par l'aile droite du Parti de l'indépendance de Bjarni Benediktsson, qui a longtemps dominé la vie politique islandaise, mais également par l'aile gauche du Mouvement de gauche-Les Verts dirigé par Steingrímur Sigfússon - deux courants nationalistes - ainsi que par le Parti du progrès, parti centriste agrarien de Sigmundur Davíð Gunnlaugsson.

Ólafur Ragnar Grímsson accuse Thora Arnórsdóttir de manquer de compétence en matière internationale. « *Il est dangereux qu'un (e) candidat(e) à la présidence de la République explique que son rôle sera de soutenir le ministre des Affaires étrangères du gouvernement* » a-t-il déclaré.

Il fait campagne sur la nécessité pour le pays d'avoir à sa tête un capitaine fiable dans une période de crise et d'incertitude. « *Aujourd'hui, personne ne sait quelle sera la prochaine Constitution islandaise (le 27 novembre 2010, les Islandais ont élu une Assemblée constituante formée de 25 citoyens qui sont chargés de réécrire la Loi fondamentale de 1944 ; un texte a été présenté à l'Althing (parlement), mais n'a pas encore été adopté) ; de nouveaux partis politiques ont été créés ; nous négocions notre éventuelle entrée dans l'Union européenne ; l'Europe fait face à une grave crise économique, la situation n'a jamais été aussi incertaine* » a-t-il déclaré.

Ólafur Ragnar Grímsson justifie son recours (par deux fois, en 2010 et 2011) au droit de veto par l'évolution du monde qui entraîne une modification du rôle du chef de l'Etat. « *J'ai transformé la fonction présidentielle mais les gens doivent comprendre que nous sommes entrés dans une nouvelle époque et que l'exercice de la magistrature suprême doit être différente de ce qu'elle était dans les années 1950* » a-t-il souligné. Il estime que sa décision de recourir par deux fois à un référendum sur les lois votées par le parlement sur l'accord Icesave (qui prévoyait le remboursement par Reykjavik d'une dette de 3,8 milliards € aux Pays-Bas et au Royaume-Uni) avait permis « *d'unir la nation islandaise, de donner le pouvoir au peuple et de renforcer la foi de ce dernier dans la démocratie* ».

Thora Arnórsdóttir a indiqué que, si elle était élue le 30 juin, elle ne se mêlerait pas de politique intérieure. Son programme se résume en deux mots : réconciliation et union. Pour elle, l'Islande est un pays divisé. « *Mon message est le même depuis le début de la campagne : nous devons travailler à unir la nation autour de ses valeurs plutôt que de poursuivre sur la voie des désaccords. (...) Nous devons aller de l'avant et mettre un terme aux incessantes divisions (...)* Le chef de l'Etat doit unir et non pas augmenter les divisions » a déclaré la candidate qui affirme également vouloir « *apporter de la stabilité dans la relation entre la nation et le parlement* ».

Aux propos d'Ólafur Ragnar Grímsson sur la situation de grave incertitude dans laquelle se trouverait l'Islande, Thora Arnórsdóttir répond : « *la vérité est que l'interprétation par le président de la République de ce qu'est son domaine réservé est le facteur principal de l'incertitude et de l'instabilité actuelles* » ajoutant « *Le rôle du président de la République est de protéger la démocratie, pas de prendre part activement aux débats politiques.* » Enfin, interrogée sur les qualités que se doit de posséder un chef de l'Etat, la candidate a cité la modération, l'humilité, l'honnêteté et le respect pour le peuple comme pour le pays. « *Je ne considère pas la présidence de la République comme un poste politique* » a souligné Thora Arnórsdóttir qui a plusieurs fois affirmé que le chef de l'Etat ne devait pas se prononcer sur un sujet tel que l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne.

#### Les autres candidats

Ari Trausti Gudmundsson se montre très critique envers Olafur Ragnar Grimsson. Selon lui, le président sortant, à qui il reproche d'avoir outrepassé les prérogatives accordées au chef de l'Etat par la Constitution, a fait son temps et devrait se retirer de la vie politique. Il estime que le premier des Islandais ne doit en aucun cas défendre un quelconque programme politique. « Dans le cas contraire, il devient l'homme d'un camp et ne peut plus être un représentant de la nation digne de foi » a-t-il indiqué, ajoutant que « le rôle traditionnel du président de la République est apolitique et symbolique. Il doit unifier la nation et être l'ambassadeur culturel du pays ».

Hannes Bjarnason considère que l'article 26 de la Constitution (possibilité laissée au chef de l'Etat de refuser de promulguer un projet de loi et de soumettre celui-ci à référendum) doit être utilisé lorsque la liberté du pays est menacée et « si le président de la République pense qu'il s'agit véritablement du seul moyen de faire avancer la démocratie ». Interrogé sur l'éventualité de l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne, il

a répondu que le chef de l'Etat pouvait donner son opinion sur le sujet mais veiller à « ne pas utiliser son statut pour influencer ou convaincre les électeurs ».

Enfin, Andrea Olafsdottir regrette que les électeurs se prononcent désormais davantage pour une personnalité que pour un programme à l'élection présidentielle.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Capacent Gallup pour la chaîne de télévision RUV, Olafur Ragnar Grimsson devrait arriver en tête de l'élection présidentielle le 30 juin. Il recueillerait 44,8% des suffrages pour 37% à Thora Arnorsdottir. Olafur Ragnar Grimsson est soutenu par les proches du Parti de l'indépendance et du Parti du progrès, les électeurs les plus âgés et ceux vivant dans la partie rurale du pays. Thora Arnorsdottir est majoritaire parmi les sympathisants du Parti de l'alliance social-démocrate de la Premier ministre Johanna Sigurdardottir, les électeurs les plus jeunes ainsi que les Islandais les plus urbains comme les plus diplômés. Ari Trausti Gudmundsson obtiendrait 10,5% des voix, Herdis Thorgeirsdottir, 5,3%, Andrea Olafsdottir, 1,7% et Hannes Bjarnason, 0,7%.

## Olafur Ragnar Grimsson élu pour un 5e mandat à la tête de l'Islande

Olafur Ragnar Grimsson a été réélu à la présidence de République islandaise le 30 juin dernier. Il a recueilli 52,78% des suffrages et a devancé sa principale rivale, la journaliste de la chaîne de télévision publique RUV, Thora Arnorsdottir, qui a obtenu 33,16% des voix et échoue donc dans sa volonté d'imposer le changement dans l'île du nord de l'Europe. Le candidat indépendant Ari Trausti Gudmundsson a recueilli 8,64%, Herdis Thorgeirsdottir, présidente des Femmes juristes européennes, 2,63%, Andrea Olafsdottir, présidente de l'association Hagsmunasamtök heimilanna (la Coalition des propriétaires), 1,8% et l'agriculteur Hannes Bjarnason 0,98%. Près des 2/3 des 235 784 Islandais appelés aux urnes ont rempli leur devoir civique (69%), une participation en hausse de 6,5 points par rapport à la dernière élection présidentielle.

Les Islandais ont donc préféré la continuité au changement même si l'élection présidentielle du 30 juin a marqué une évolution, le chef de l'Etat sortant étant auparavant, dans l'île nordique, obligatoirement réélu lorsqu'il se présentait. « Le résultat de Thora Arnorsdottir illustre le fossé croissant entre les couches populaires et les élites intellectuelles de la société islandaise » a

déclaré Rosa Erlingsdottir, professeur de science politique de l'université de Reykjavik.

Tombé très bas dans les sondages de popularité à l'issue de la grave crise économique qui a frappé le pays en 2008 (l'Islande a de peu échappé à la faillite financière), Olafur Ragnar Grimsson a réussi à faire re-

Résultats



monter sa cote de popularité dans les enquêtes d'opinion, notamment en utilisant par deux fois son droit de veto. Le 2 janvier 2010, il avait refusé de signer la loi sur l'accord Icesave votée par le parlement quelques jours auparavant et qui prévoyait le remboursement par Reykjavik d'une dette de 3,8 milliards € aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Conséquence : un référendum avait été organisé le 6 mars 2010 par lequel les Islandais avaient rejeté l'accord Icesave par 93% des suffrages. Près d'un an plus tard, le 20 février 2011, Olafur Ragnar Grimsson annonçait l'organisation d'une nouvelle consultation populaire sur la nouvelle loi sur l'accord Icesave, votée par les députés. Le 9 avril 2011, 58,9% des électeurs s'opposaient au texte dans les urnes. Le président de la République avait, au cours de sa campagne électorale, répété que sa décision de recourir par deux fois au référendum avait permis « *d'unir la nation islandaise, de donner le pouvoir au peuple et de renforcer la foi de ce dernier dans la démocratie* ».

« *Beaucoup de gens qui n'ont jamais voté pour Olafur Ragnar Grimsson se disent prêts à le faire car le président de la République a su s'élever pour défendre l'Islande contre Icesave* » a souligné Bryndis Hlodversdottir, doyen de l'université de Bifröst. « *Grâce à cette manœuvre politique, Olafur Ragnar Grimsson s'est créé une réputation d'homme indépendant et fort qui rassure les électeurs, en ces temps d'incertitude* » a indiqué le sociologue de l'université de Reykjavík, Thoroddur Bjarnason, qui ajouta que l'affrontement du chef de l'Etat sortant et de Thora Arnorsdottir symbolisait « *l'implosion d'une société dont l'effondrement économique a redessiné la scène politique* ». « *Au final, on assiste à une bipolarisation de la société islandaise. D'un côté, à gauche, on trouve désormais des gens très radicaux qui réclament la mise en place d'une démocratie de plus en plus directe et trouve l'action du gouvernement insuffisante en la matière. De l'autre, à droite, il y a tous ces gens qui minimisent aujourd'hui la crise économique de 2008, la qualifiant de « secousse » et qui pensent que les plus gros problèmes sont causés par les décisions du gouvernement* » a précisé Thoroddur Bjarnason.

Olafur Ragnar Grimsson avait déjà utilisé son droit de veto le 2 juin 2004 après le vote d'une loi sur les médias. Ce premier veto présidentiel de l'histoire du pays avait fait l'effet d'un coup de tonnerre sur l'île. La

loi aurait dû être soumise à référendum mais le texte avait finalement été abrogé le 22 juillet 2004.

Avec la place et le rôle du président de la République, la candidature de l'Islande à l'adhésion à l'Union européenne a été le second sujet majeur de l'élection du 30 juin. Le chef de l'Etat y est farouchement opposé tandis que Thora Arnorsdottir y est favorable. Là encore, le président de la République a su jouer de la carte nationaliste. Tout au long de la campagne, il s'est d'ailleurs appuyé sur son expérience pour se poser en protecteur de son peuple. « *Je pense que mon expérience et mes connaissances contribueront mieux que d'autres à apaiser les dissensions, les conflits et les controverses auxquelles le pays a dû faire face* » a-t-il déclaré.

Agé de 69 ans, et originaire d'Isafjordur, Olafur Ragnar Grimsson est diplômé de science politique de l'université de Manchester (Royaume-Uni), il a d'ailleurs été le premier Islandais à acquérir un doctorat dans cette discipline. Professeur de science politique à l'université d'Islande, il a dirigé la radio télévision islandaise de 1966 à 1971. Membre des Jeunes Progressistes de 1966 à 1973, Olafur Ragnar Grimsson est élu député en 1974 sur une liste de l'Alliance du peuple, parti politique qu'il présidera de 1987 à 1995. Ministre des Finances de 1988 à 1991 dans le gouvernement dirigé par Steingrímur Hermannsson, il est élu président de la République pour la première fois le 29 juin 1996 avec 40,90% des voix. Il est reconduit dans ses fonctions en juin 2000 sans qu'aucun scrutin ne soit organisé puisqu'aucun candidat ne se présente contre lui. En 2004, il affronte deux candidats mais est largement réélu avec 86,50% des suffrages. En 2008 il est reconduit à son poste sans élection. Le 30 juin, il a donc été réélu à la tête de l'Etat dans une élection présidentielle exceptionnelle et inhabituellement disputée puisque cinq autres candidats lui faisaient face.

Olafur Ragnar Grimsson s'apprête donc à effectuer son 5e mandat présidentiel à Bessastathir, nom de la résidence du chef de l'Etat islandais. Depuis son indépendance (17 juin 1944), le pays a eu cinq présidents de la République dont trois (Asgeir Asgeirsson, 1952-1968, Kristjan Eldjarn, 1968-1980 et Vigdis Finnbogadottir, 1980-1996) ont effectué 4 mandats. Olafur Ragnar Grimsson est le premier à remporter un 5e mandat.

**Résultats de l'élection présidentielle du 30 juin 2012 en Islande**

Participation : 69%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
<b>Olafur Ragnar Grimsson</b>	101 155	52,78
<b>Thora Arnorsdottir</b>	63 997	33,16
<b>Ari Trausti Gudmundsson</b>	16 211	8,64
<b>Herdís Thorgeirsdóttir</b>	5 366	2,63
<b>Andrea Olafsdóttir</b>	4 013	1,80
<b>Hannes Bjarnason</b>	2 021	0,98

Source : <http://kosningasaga.wordpress.com/forsetakosningar/forsetakosningar-2012/>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.